



## *Paris - conférence du 6 janvier 2012*



**De hautes personnalités américaines et européennes soutiennent la proposition de Mme Radjavi pour une conférence présidée par le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en présence des représentants des Etats-Unis, de l'UE et des Achrafiens pour sauver une solution pacifique à la crise d'Achraf**

*Le camp Liberty doit être doté d'équipements et d'installations compatibles avec les normes humanitaires et de l'ONU*



● **“L'accord signé par l'ONU ne doit pas être utilisé par le gouvernement irakien comme un instrument de répression des Achrafiens et une justification pour un déplacement forcé.”**  
*Philippe Douste-Blazy, Secrétaire général adjoint de l'ONU*

● **“Pour éviter un conflit sérieux entre les USA et l'Iran, nous avons besoin d'un Iran qui soit celui qu'envisage Madame Radjavi.”**  
*Général James Conway, 34e commandant du corps de Marines américain*

● **“Le gouvernement américain a une obligation morale et légale de faire sortir maintenant d'Irak ces 3400 personnes.”**

*Howard Dean, président du parti démocrate américain (2005-2009)*

● **“Le nouveau camp Liberty ressemble à une prison.”**

*Tom Ridge, secrétaire américain à la sécurité intérieure (2003-2005)*

● **“Il faut faire comprendre à l'ONU que sa première responsabilité n'est pas de contenter le gouvernement irakien mais de protéger les Achrafiens.”**

*John Bolton, ancien ambassadeur américain à l'ONU*

● **“Le protocole d'accord doit être renégocié et doit contenir les éléments les plus importants : la sécurité pour tous les gens du camp d'Achraf allant au camp Liberty.”**

*Günter Verheugen, Commissaire européen (1999-2009)*

# Une conférence internationale

Le 6 janvier à Paris, à l'invitation du **Comité français pour un Iran démocratique**, des dizaines de dignitaires américains et européens ont mis en garde contre les obstacles et l'absence de coopération du gouvernement irakien pour garantir une solution pacifique au camp d'Achraf, qui abrite des membres de l'opposition iranienne en Irak.

Tout en condamnant ces obstructions, **la conférence a également apporté son soutien à la proposition de Mme Radjavi d'organiser une conférence spéciale** à Paris, Bruxelles ou Genève, sous la présidence de l'ambassadeur Martin Kobler, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Irak, et en présence de représentants du camp d'Achraf ou d'elle-même, d'officiels irakiens dotés du pouvoir de décision, de l'ambassadeur Daniel Fried, conseiller spécial de la Secrétaire d'Etat Clinton pour le camp d'Achraf, du représentant de l'ambassade américaine à Bagdad pour le camp d'Achraf, de l'ambassadeur Jean de Ruyt, envoyé spécial de la Baronne Ashton pour le camp d'Achraf, du représentant du HCR, du Vice-président du Parlement européen Alejo Vidal-Quadras et de Struan Stevenson, président de la délégation du PE pour les relations avec l'Irak.

Dénonçant les intrigues dangereuses du régime des mollahs contre les Achrafiens, la conférence a souligné **la nécessité d'une intervention active et directe** ainsi que la responsabilité **de l'ONU, des USA et de l'UE pour fournir un minimum de garanties** pour la sécurité des habitants.

**J**e salue les acquis précieux de la campagne en défense d'Achraf qui a fait échouer les intrigues du fascisme religieux en Iran pour massacrer les Achrafiens. Les efforts de l'ONU pour résoudre la crise d'Achraf ont bénéficié d'un soutien international. Cependant, le régime des mollahs a constamment recours à des provocations pour troubler la situation et détruire la solution obtenue. Pendant ce temps, le gouvernement irakien viole l'un après l'autre ses engagements auprès des Nations Unies tels que: empêcher les habitants de transférer leurs biens, en particulier leurs véhicules, vers le nouveau site, réduire la superficie du camp Liberty de 40 km<sup>2</sup> à moins d'un km<sup>2</sup>; élever de hauts murs de bétons tout autour et pratiquement transformer le site en prison. Le but des attaques à la roquette, des installations de parasites, d'écoutes, des rassemblements quotidiens d'agents du Vevak et de la force Qods, des menaces contre les résidents et le pillage de leurs biens vise à forcer les habitants à partir dans un endroit qui sera effectivement une prison. Cependant, toute pression directe ou indirecte sur les habitants pour un déplacement forcé et leur faire accepter des conditions d'internement est une ligne rouge pour eux et c'est le régime iranien qui se tient derrière ces actions.

Dans une lettre au Secrétaire général de l'ONU, qu'ils ont tous signée, les Achrafiens disent : *"Le cours actuel des choses pour notre déplacement est fait sous la contrainte, contre notre libre choix et notre gré et alors que nous n'avons pas obtenu un minimum d'assurances pour notre sécurité. Tout en réaffirmant notre respect total pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak ainsi que notre volonté de quitter l'Irak dès que l'occasion s'en présentera, nous vous appelons à vous assurer que nos droits seront respectés en conformité avec la 4e Convention de Genève, en particulier le droit à la vie, la liberté et la sécurité conformément au droit international des droits de l'homme et au droit humanitaire international."*

Le délai de cinq mois pour débiter le travail

du HCR à Achraf est absolument inacceptable et incompréhensible et en contradiction flagrante avec la date butoir et les efforts accélérés pour le départ d'Irak des membres de l'OMPI. Subordonner le processus du HCR au transfert des habitants au camp Liberty est clairement une demande du régime iranien dont le but est d'éliminer les Achrafiens au lieu de les réinstaller dans des pays tiers. Il y a actuellement plus d'un millier d'anciens prisonniers politiques et près de mille réfugiés de pays tiers à Achraf dont le HCR peut faciliter les dossiers immédiatement. Cependant ce processus est retardé depuis août lorsque le Haut commissaire Antonio Guterres a écrit au premier ministre irakien.

Il ne fait aucun doute que la communauté internationale, par le biais de l'ONU et spécialement du représentant du Secrétaire général, peut, si elle le souhaite et le choisit, défendre les valeurs des droits de l'homme dont il a dit qu'elles étaient au cœur de ses préoccupations, afin de fournir un minimum de garanties nécessaires aux Achrafiens.

Les Etats-Unis et l'Union européenne doivent empêcher l'Irak de violer le contenu de l'accord. Puisque les USA ont signé un accord avec chacun des Achrafiens pour les protéger jusqu'au règlement final de leur situation, et à cause des positions américaines irresponsables vis-à-vis des Achrafiens lors de l'attaque du 8 avril et des événements qui ont suivi, et à cause de leur plein soutien à un accord signé par l'ONU et le gouvernement irakien, ils ont une responsabilité particulière. C'est pourquoi les USA sont pleinement responsables de tout préjudice infligé aux résidents d'Achraf.

Bien que les efforts occidentaux pour imposer des sanctions au régime iranien soient des mesures positives, ce n'est pas une réponse à la menace nucléaire du régime. Aucune politique ne peut être efficace contre le banquier central du terrorisme si elle ne respecte pas la lutte du peuple iranien pour un changement de régime, et aucun facteur n'est plus efficace pour prolonger la vie de ce régime que d'attaquer et d'entraver son opposition.



**Subordonner le processus du HCR au transfert des habitants au camp Liberty est clairement une demande du régime iranien dont le but est d'éliminer les Achrafiens au lieu de les réinstaller dans des pays tiers.**

Maryam Radjavi,  
Présidente élue de la  
Résistance iranienne

### **Alain Vivien, ancien Secrétaire d'Etat**

Derrière Maliki, se profile en permanence l'ombre des mollahs iraniens. Il était pourtant évident que le gouvernement de Bagdad ne s'orienterait pas de bonne foi vers une issue satisfaisante du drame achrafien. Ses exactions n'ont jamais cessé d'être exercées contre des réfugiés, avec la complicité des autorités de Bagdad, sinon avec leur participation directe. A partir du moment où Bagdad a unilatéralement acté le moment du départ des exilés, les vexations les plus inhumaines leur ont été infligées.

Aujourd'hui comme naguère les Arméniens ou les Juifs, Bagdad somme les Achrafiens de quitter le camp, sans même pouvoir emporter leurs propres biens personnels.

Le temps est venu d'accentuer les pressions internationales sur Bagdad. On propose aux exilés d'Achraf de s'installer dans un ancien camp américain baptisé Liberty. Mais les autorités irakiennes, qui l'ont préalablement pillé, sont en train de construire en périphérie un nouveau Mur de Berlin, sans doute pour que ce nouveau lieu de rassemblement ressemble un peu plus à un camp de concentration.



### **Mitchell Reiss, ancien directeur politique du département d'Etat américain, modérateur de la conférence**

Une catastrophe humanitaire a été évitée grâce au leadership extraordinaire de Mme Radjavi et la bonne volonté des Achrafiens d'abandonner leur foyer depuis 26 ans. Mme Radjavi a travaillé infatigablement ces dernières semaines pour protéger les gens du camp d'Achraf. Ils ne pouvaient demander meilleur leader. Son courage et sa détermination continuent d'être pour nous tous une source d'inspiration. Il existe une formidable coalition politique bipartite aux USA qui soutient cette cause. De hauts dignitaires politiques, des officiers, des experts de la sécurité nationale, des ambassadeurs, des gouverneurs, ainsi que des membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, qui sont tous unis pour appeler les USA à prendre leur pleine responsabilité et à tenir leur promesse de sauvegarder les Achrafiens. Nous sommes tous unis pour appeler le département d'Etat à radier tout de suite l'OMPI de la liste noire.



### **Howard Dean, ancien président du parti démocrate américain**

Le gouvernement américain a une obligation morale et légale de faire sortir maintenant ces 34,00 personnes d'Irak. Il n'existe aucune base légale pour qu'ils soient sur la liste terroriste des Etats-Unis. La cour d'appel fédérale du District de Columbia l'a dit, et le département d'Etat n'a rien fait depuis 18 mois pour donner des clarifications sur cet ordre. J'ai toujours pensé que les Etats-Unis étaient une nation de droit. Où est l'état de droit aux USA si notre propre département d'Etat refuse de se soumettre aux décisions de justice?

Sur le terrain en Irak, rien n'a été fait. Les conditions au camp Liberty ne sont en aucun cas satisfaisantes.

Nous savons pourquoi le gouvernement iranien les garde sur la liste terroriste, parce qu'en fait le gouvernement iranien est un gouvernement terroriste — qui sera espérons-le, renversé par des moyens démocratiques. Mais jusqu'à l'arrivée de ce jour, nous avons signé une obligation solennelle de nous assurer qu'aucun tort ne sera fait à des gens qui ont volontairement remis leurs armes à nos forces.



Il existe une formidable coalition politique bipartite aux USA qui soutient cette cause.

*Mitchell Reiss*



### **Tom Ridge, ancien secrétaire américain à la Sécurité intérieure**



Nous sommes rassemblés ici aujourd'hui et continuerons de nous rassembler pour nous assurer d'une réinstallation pacifique des démocrates iraniens à travers le monde en soutien à la résistance démocratique iranienne, pour parvenir à un changement de régime en Iran, pour remplacer les mollahs et Ahmadinejad par des représentants élus du peuple iranien.

Beaucoup d'entre nous pensaient qu'il y aurait eu une navette diplomatique entre le camp, Paris, Bagdad, pour un accord négocié. Or il n'y a eu aucune négociation et l'accord final n'a pas été signé par le leadership de l'OMPI. C'est une pratique trompeuse.

Les Achrafiens ont accepté de partir au camp Liberty. D'abord ils ont cru que c'était une base militaire et tout à coup elle a été réduite à une petite zone autour de laquelle des murs sont construits. Cela ne ressemble pas à une réinstallation, cela ressemble davantage à une prison.

### **Ed Rendell, ancien gouverneur de Pennsylvanie**

Il existe deux mots que les USA et l'ONU n'ont pas utilisés : c'est « pourquoi » et « non » (...) Nous n'avons pas posé la question : pourquoi un déplacement hors du camp d'Achraf ? Quel préjudice était porté au gouvernement irakien avec ces 3400 personnes vivant en paix, contrôlant leur propre destin, payant leurs propres dépenses, ne mettant en danger et ne menaçant personne dans ce camp ? Pourquoi était-il nécessaire de les déplacer ? Et en n'obtenant pas de bonne réponse, pourquoi n'avons-nous pas eu un peu de cran pour dire : « Non, ils restent au camp d'Achraf jusqu'à ce que le processus de réinstallation soit terminé ». En fait, le but des Irakiens est de le transformer en prison, en fait leurs actions ne sont que punitives envers les habitants d'Achraf, en fait cette action punitive ne vise qu'à plaire à nouveau à Téhéran. Si c'est en fait le cas, alors l'ONU et les USA doivent utiliser le mot « Non » pour le déplacement. Nous devons nous tenir aux côtés des habitants quand ils disent : « Non, nous n'irons pas dans un endroit où il n'y a pas d'installations adéquates. Nous n'irons pas dans un endroit qui est de facto un camp d'internement. »



**Michael Mukasey, ancien ministre américain de la Justice**

Maryam Radjavi est devenu un symbole sous plus d'un aspect. Non seulement à cause de ses aspirations, mais aussi à cause du courage dont elle a dû faire preuve pour y parvenir. Nouri Maliki a fixé une date butoir totalement arbitraire au 31 décembre 2011 pour évacuer le camp d'Achraf. Il a de toute évidence satisfait le désir des mollahs iraniens de se débarrasser des résidents d'Achraf qui sont une arête dans leur gorge et qui rappellent au reste du monde la nature répressive du gouvernement iralien.

Ce protocole d'accord contient de nombreuses faiblesses et a été signé sans l'aval de l'OMPI. Les installations au camp Liberty ne sont pas adéquates pour qu'on puisse y vivre, il n'y a toujours pas d'électricité ni d'eau courante. Et il devient de plus en plus évident que les installations au camp Liberty ressemblent de très près à celles d'une prison.



**Louis Freeh, ancien directeur du FBI**

Madame Radjavi, sans votre leadership, sans votre persévérance, sans votre dévouement, nous pourrions très bien être en train de regarder le film d'un massacre de centaines de personnes à Achraf. Je pense Madame

Radjavi, qu'il faut vous rendre hommage pour cela, vous saluer et vous en remercier. En regardant ce qu'ils font au camp Liberty, je ne peux concevoir d'atmosphère plus intimidante, avec la police dans le site, des observateurs de l'ONU hors du site, aucun observateur américain, une petite installation sans infrastructure. La sécurité de ces 3400 hommes et femmes est toujours terriblement en danger. Le délai a pu être repoussé mais la capacité opérationnelle de les mettre dans une position où ils pourraient suivre en toute sécurité une procédure équitable n'existe pas et c'est ce que nous devons faire. Nous devons protéger les Achrafiens et faire de Liberty un point de transit rapide et sécurisé pour partir d'Irak.

**Philippe Douste-Blazy, Secrétaire général adjoint de l'ONU**

Nous sommes tous conscients que les termes du protocole d'accord signé avec le gouvernement irakien ne donnent absolument pas satisfaction aux exigences minimums de sécurité pour les habitants d'Achraf. C'est à la suite des engagements pris par le représentant spécial dans sa lettre aux Achrafiens que les habitants ont pu enfin accepter de quitter le lieu qui a été pendant 25 ans leur foyer. Je ne veux pas que l'accord signé par l'ONU soit utilisé par le gouvernement irakien comme un instrument de répression des Achrafiens, une justification d'un déplacement forcé. Car cela, l'Histoire ne nous le pardonnera pas. Et donc, si je suis ici ce soir, c'est pour dire collectivement que si nous voulons éviter un tel désastre, il faut que la communauté internationale s'adresse avec fermeté aux autorités de Bagdad pour leur faire comprendre que l'on ne peut ignorer le minimum de sécurité demandé par ces réfugiés. Il faut reconnaître le droit de ces réfugiés à disposer de leurs espaces privés et éviter les ingérences policières, et leur harcèlement particulièrement dans le nouveau camp, et il faut demander au moins 5 km de périmètre pour que cela puisse être respecté. Il ne doit exister aucune entrave à leur droit à la propriété.



Les termes du protocole d'accord ne donnent pas satisfaction aux exigences minimums de sécurité pour les habitants d'Achraf.

*Philippe Douste-Blazy*



**John Bolton, ancien ambassadeur américain à l'ONU**



Les difficultés pour traiter avec la Mission d'Assistance des Nations Unies pour l'Irak, viennent en partie de ce qu'elle se sent accréditée par le gouvernement irakien. Une partie de ses objectifs est d'être sûre de bien s'entendre avec le gouvernement irakien. Donc il est très important que ceux qui veulent un résultat pour le camp d'Achraf, comprennent ce qui est nécessaire de faire pour persuader l'ambassadeur et la bureaucratie à New York que leur principale responsabilité n'est pas de contenter le gouvernement irakien, mais de protéger les Achrafiens. Le second point c'est que la MANUI n'est pas le seul élément impliqué de l'ONU. Pour le Haut commissaire aux réfugiés la protection et l'assistance aux réfugiés vient avant toute chose, jusqu'à ce qu'ils partent vers d'autres pays ou qu'ils puissent rentrer dans leur propre pays sans redouter de persécutions. Quelle tâche ce serait sur la réputation de cette agence lauréate du prix Nobel de la Paix que de présider à la dégradation des standards de vies, de la liberté et du bien-être de réfugiés !



**Alan Dershowitz, avocat pénal américain de renommée mondiale**

Il faut saluer Mme Radjavi pour avoir démontré que la défense des droits de l'homme peut empêcher des désastres humanitaires. Nous ne pouvons pas faire confiance au gouvernement irakien actuel pour protéger plus de 3000 personnes au camp d'Achraf. Comme se serait facile pour les Iraniens, avec le gouvernement irakien, d'organiser un horrible massacre et juste dire qu'ils n'ont pas laissé d'empreintes. La responsabilité s'arrête au gouvernement américain. C'est lui qui a fait la promesse, qui a désarmé les habitants et qui est responsable légalement et moralement. En tant qu'avocats des droits de l'homme et observateurs, nous devons être autorisés à aller en Irak et surveiller le transfert pour être sûrs que cela se fera correctement. Nous devons faire une promesse aux Achrafiens: Nous utiliserons toutes les forces morales et légales pour empêcher un massacre. Ce dont nous avons besoin, c'est de trouver des pays qui soient prêts à recevoir ces gens.

Sans le mouvement de la résistance et le camp d'Achraf, nous n'aurions pas accompli ces progrès. Ce n'est pas une victoire, mais c'est un progrès. La situation en Irak est des plus dangereuses. Il n'existe aucune garantie du tout. Martin Kobler travaille tous les jours pour améliorer les conditions auxquelles sont confrontés les Achrafiens. Il dit qu'en ce moment il n'y a pas de conditions pour un transfert au camp Liberty. Le minimum de normes humanitaires n'existe pas. Le problème ne porte pas seulement sur les installations au sein du camp Liberty, mais aussi sur le fait qu'il n'y a pas de garanties pour la sécurité physique de ceux qui vont y être transférés. Ils sont transférés dans une des zones les plus dangereuses. Je suis d'accord pour dire qu'il est grand temps de faire sortir ces gens d'Irak, mais uniquement dans des conditions acceptables. Les conditions que nous avons actuellement sont inacceptables.



**Rita Sussmuth**,  
ancienne présidente du  
Bundestag



**Général David Phillips**,  
ancien chef de la police  
militaire américaine et  
de la sécurité d'Achraf



**Günter Verheugen**, ancien commissaire  
européen allemand

En tant qu'Européens, nous avons besoin à la fin de comprendre la véritable nature du régime des mollahs comme la seule grande menace à la paix. Et nous devons faire un choix : soit de coopérer avec ces gens à Téhéran, soit de soutenir les opposants et désirer créer un Iran démocratique et civilisé. La levée de la date butoir signifie seulement que le massacre a été retardé. Le risque est toujours là. Je ne crois pas dans les bonnes intentions du gouvernement irakien. On ne peut pas lui faire confiance. Ses actions ces derniers mois ont montré qu'il ne veut pas protéger les Achrafiens, mais les mettre en prison et les avoir sous contrôle. Le protocole d'accord doit être renégocié et il doit contenir le plus important, la sécurité pour tous les Achrafiens lors de leur déplacement à Liberty, pas de présence de la police dans le camp, le respect de tous les droits de l'homme, y compris le droit à la propriété des résidents.

**Dell Dailey**, ex coordonnateur  
du contre-terrorisme au  
département d'Etat

1- Avec toutes la garanties que demande Madame Radjavi, les Achrafiens partent au camp Liberty. Ce faisant, il faut les protéger.  
2- Pendant ce temps, les USA doivent annoncer la radiation de l'OMPI de la liste noire grâce à quoi les résidents peuvent obtenir des autorisations de voyage et des papiers nécessaires pour aller dans des pays tiers.  
3- L'arrivée dans des pays sélectionnés peut permettre à l'OMPI d'initier d'autres actions nationales, économiques et politiques pour lancer légalement le nouveau démarrage du printemps iranien.  
4- Cela peut constituer le début d'une résistance organisée légale à l'Irak qui est un pari sur la scène internationale.  
5- Cette résistance organisée, populaire et internationale devra adopter le plan en 10 points annoncé par l'OMPI au Parlement européen en 2006. Avec ces libertés pour guide, laissons l'OMPI participer à l'effort pour abattre le gouvernement d'Ahmadinejad et des mollahs. Laissons l'OMPI participer au nécessaire changement de régime en Iran. Commençons à traiter l'OMPI en amie.



”

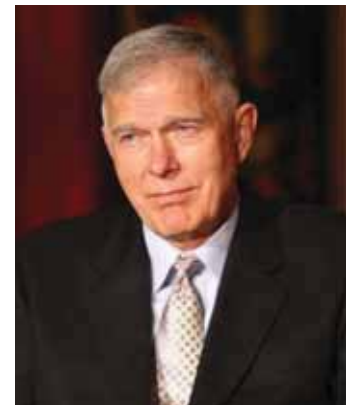
Les gens du camp d'Achraf sont des médecins, des avocats, des artistes, des écrivains. Ils ont une cause, en fait la plus noble des causes : la liberté, la démocratie, la tolérance, l'égalité.

**Général David Phillips**

Je commandais l'unité qui a remis les plus de 3400 cartes d'identité montrant que les USA disaient qu'il s'agissait de personnes protégées. J'ai vécu avec les gens d'Achraf pendant plus d'un an et j'ai travaillé avec eux plusieurs années. J'ai des informations de première main qui ne sont pas entachées de politique, de propagande et de mensonges. J'ai entendu qu'on parlait d'eux en termes de secte, d'adeptes victimes de lavage de cerveau qui suivent un chef charismatique. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Savez-vous qui sont les Achrafiens ? Des médecins, des avocats, des artistes, des écrivains, des musiciens. Les gens du camp d'Achraf ont une cause, en fait la plus noble des causes : la liberté, la démocratie, la tolérance, l'égalité. Quant au chef de la "secte", Madame Radjavi, oui, elle est charismatique, attentionnée, pleine de compassion, dure à la tâche, dévouée et ferme dans sa foi en la démocratie, la liberté et l'espoir du peuple iranien. C'est un des leaders les plus déterminés et infatigables que je connaisse.

**Général James Conway**, 34e commandant  
des Marines américains

3500 personnes, pour la moitié des femmes, ne constituent pas un danger pour la souveraineté de l'Irak. Mais ce qu'elles représentent en fait, c'est une idée, une passion, une conviction puissante disant que des gens libres où qu'ils soient doivent dire comment ils veulent être gouvernés. Je pense qu'il y a plusieurs choses à faire. D'abord, nous devons les radier de la liste noire. Ensuite, les USA devraient s'engager un peu dans ce dont ils parlent avec l'arrivée éventuelle de casques bleus ou de troupes américaines sur place pour assurer la protection de ces personnes dans ce qui est de plus en plus un environnement hostile. La possibilité pour les gens d'Achraf de finalement rentrer chez eux et la possibilité d'éviter un grave conflit entre les USA et l'Irak, pourraient toutes deux résulter de changement de l'intérieur, pour changer de régime en Iran. Nous avons besoin d'un Iran qui ne recherche pas d'arme nucléaire, qui ne soutient pas le terrorisme international et ne tue pas ses citoyens dans les rues, mais plutôt d'un Iran qui encourage les libertés individuelles, donne un gouvernement représentatif à son peuple et recherche des relations internationales et régionales. Nous avons besoin d'un Iran qui, si vous l'écoutez avec attention, est celui qu'envisage Madame Radjavi.



### Chuck Wald, ex-commandant adjoint des forces américaines en Europe

Si vous regardez ce contingent américain ici, à cette tribune, ces personnes représentent ce que l'on fait de mieux en matière de leadership américain. Et ce leadership c'est ce dont nous avons besoin pour régler le problème qui nous réunit aujourd'hui.

Je suis ici pour dire que je pense que nous sommes tous des Achrafiens et je le crois sincèrement. Nous devons être une communauté mondiale. Vos problèmes sont nos problèmes et ils ne vont pas disparaître, nous devons agir pour cela. Aussi nous ne pouvons nous dire que les problèmes d'une personne ou d'un groupe de gens, comme les Achrafiens, ne revêtent pas assez d'importance pour nous aujourd'hui parce que dire "oui" au régime en Iran est plus important. C'est immoral, et nous devons cesser d'agir ainsi. Il n'y a pas de raison pour que le problème du camp d'Achraf et de la radiation de la liste noire de l'OMPI ne soit pas réglé et il n'y a qu'une chose à faire pour le résoudre, c'est de les radier de la liste noire.



**Colonel Wesley Martin, ancien commandant de la sécurité d'Achraf**

De nombreux mois ce sont écoulés depuis que la cour d'appel des Etats-Unis a dit au département d'Etat qu'il s'était trompé et qu'il devait régler ça. Les USA ont mis autant de temps pour entrer et finir la 1ere guerre mondiale que le département d'Etat pour résoudre une question et reconnaître qu'il s'est trompé et que l'OMPI n'est pas terroriste. Les gens à Achraf n'ont plus d'armes mais ce sont les meilleurs soldats de la démocratie dans le monde et ils se trouvent en première ligne pour la démocratie aujourd'hui. Qui sont les véritables héros? Il y a deux groupes. Un, les Achrafiens. Lors des attaques de 2009 et 2011, personne n'a fui. Ils sont restés en première ligne de la démocratie au Moyen-Orient. Le second groupe c'est vous. J'ai toujours remarqué que lorsqu'il y avait ces conférences, les sympathisants venaient par milliers. Il est possible qu'il y ait un camp de concentration à Liberty. Les habitants y seront totalement sous le contrôle des Irakiens à la demande du régime iranien et ils dépendront des Irakiens pour tout. Quelle solution? D'abord, il faut radier l'OMPI de la liste noire, elle n'aurait jamais dû y être. C'était une erreur.



**Patrick Kennedy, ancien congressman**

Je voudrais saluer vos parents au camp d'Achraf parce qu'il mettent leur vie en danger pour d'autres otages, pour d'autres gens qui sont détenus et ce sont leurs compatriotes en Iran qui sont prisonniers de la théocratie des mollahs de la dictature violente de Téhéran. Qu'il n'y ait pas d'erreur, le combat pour le camp d'Achraf est un combat pour libérer l'Iran de ce régime tyrannique. Nous avons besoin d'un déplacement, non seulement des habitants d'Achraf, mais aussi d'un déplacement des mollahs de Téhéran. On ne peut pas se permettre, en tant qu'Etats-Unis, de jouer des jeux politiques avec la sécurité nationale. C'est pourquoi je dis au département d'Etat, je dis à mes anciens collègues au Congrès, comprenez bien ceci: Si la sécurité des Etats-Unis vous importe, et vous avez juré de la protéger, alors prenez cette liste honteuse du terrorisme et déchirez-là.



Le combat pour le camp d'Achraf est un combat pour libérer l'Iran

*Patrick Kennedy*



### Ruth Wedgewood, professeur de droit international à l'université John Hopkins

Les USA sont hésitants et réticents et semblent penser qu'avant de pouvoir résoudre le problème d'Achraf, ils doivent résoudre l'ensemble du problème iranien. Je pense que c'est une erreur de la part des USA de voir Achraf comme d'un levier avec lequel ils doivent résoudre les difficultés de la confrontation avec les ambitions de l'Iran dans la région. A présent à propos du transfert au camp Liberty, dont le nom correspondrait bien au cynisme de George Orwell. Il est en effet crucial qu'avant que quelqu'un y soit emmené, il existe des garanties de conditions adéquates. C'est simplement contraire aux Conventions de Genève, aux droits de l'homme de transférer des gens dans un camp où on ne prendra pas soins d'eux comme il le faut. C'est à Martin Kobler et aux USA de garantir qu'il y aura des conditions de vie adéquates avant que l'on demande à quelqu'un de priver les siens d'opérer un tel déplacement.



### Lucio Malan, sénateur italien

Malgré le droit légal des habitants de rester à Achraf, et afin d'éviter une autre attaque, Madame Radjavi en décembre les a persuadés d'accepter de partir au camp Liberty s'il y avait un minimum de garanties pour leur protection et leur bien-être par les Etats-Unis, l'ONU et l'Union européenne. Pour sûr, il s'agissait d'une décision difficile, mais elle a montré à la communauté internationale non seulement le remarquable leadership de Mme Radjavi mais aussi sa sagesse peu commune et sa vision qui en font une figure d'Etat. Néanmoins, l'Irak a rompu ses engagements et a empêché un groupe d'habitants de partir au camp Liberty avec ses véhicules et ses biens personnels. Il a aussi refusé l'accès de Liberty à un groupe plus petit pour inspecter le site avant le début du transfert. Notre comité de parlementaires italiens a soutenu l'accord de l'ONU et considère le transfert des Achrafiens à Liberty inacceptable à moins que les demandes minimums de Mme Radjavi soient mises en place. Achraf, nous ne vous abandonnerons pas. L'Iran doit être libéré et j'espère que cette liberté viendra en 2012.

# Un groupe iranien déclare que les USA sont responsables de ses membres en Irak



Par John Irish

Reuters

extraits

Paris, 6 janvier 2012

La dirigeante d'un groupe d'opposition iranien a déclaré vendredi que les États-Unis seraient responsables de tout tort causé à 3000 de ses membres qui pourraient être déplacés de force vers un camp à l'extérieur de Bagdad qu'ils qualifient de prison.

Maryam Radjavi, qui est à la tête de l'Organisation des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI), a soutenu le principe d'une proposition visant à commencer à transférer les résidents du camp d'Achraf, en se fondant sur les assurances données par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et les Nations Unies comme quoi leur sûreté et leur sécurité seraient respectées.

Des tirs de roquettes ont touché le camp en fin d'année, juste quelques jours après que Bagdad ait prolongé le délai du 31 décembre pour la fermeture du complexe, tandis que les Nations Unies négociaient la réinstallation de ses résidents.

Mme Radjavi a déclaré que, contrairement à ce qui a été convenu dans l'accord de l'ONU, les autorités irakiennes transformaient en prison le nouveau camp proposé, précédemment une base militaire américaine.

« Les États-Unis ont adopté des positions irresponsables vis-à-vis des mesures criminelles et illégales de l'Irak à l'encontre des résidents d'Achraf », a-t-elle dit à près d'un millier de ses sympathisants venus de toute l'Europe qui s'étaient rassemblés à Paris. « Le gouvernement américain sera totalement responsable de tout tort causé aux résidents. »



”

« Nous avons donné notre parole de les protéger. Lorsque les États-Unis font une promesse, ils devraient la respecter ».

Howard Dean,  
candidat démocrate à la présidentielle américaine de 2004

Achraf, à 65 km de Bagdad, est depuis 25 ans le foyer de l'OMPI, un groupe d'opposition iranien que les États-Unis et l'Iran considèrent officiellement comme une organisation terroriste, ce qui rend difficile la réinstallation de ses membres dans d'autres pays.

Le groupe d'opposition de Radjavi, exilé à Paris, a invité des dizaines d'anciens responsables américains et européens de haut rang – dont l'ancien ambassadeur américain aux Nations Unies John Bolton, l'ex chef du FBI Louis Freeh ainsi que le Général David Phillips, un ancien commandant responsable de la protection du camp d'Achraf – à prendre la parole en sa faveur.

Elle a appelé à une conférence spéciale qui réunirait les protagonistes de toutes les parties pour rompre l'impasse.

« A la fin de l'administration Bush, la recommandation du coordinateur du contre-terrorisme avait été de radier le groupe de la liste terroriste,

mais Condoleezza Rice l'a maintenu sur la liste dans l'espoir de faciliter les négociations avec le régime en Iran », a dit Bolton à Reuters, ajoutant qu'il ne voyait aucune raison de garder le groupe sur une liste terroriste.

## PAS UNE QUESTION ANNEXE

L'avenir du camp d'Achraf est devenu incertain après que Washington l'ait remis au gouvernement irakien en 2009, un geste qui a provoqué un retour de bâton aux États-Unis, avec d'anciens responsables disant que le pays avait rompu ses promesses de protéger les résidents.

Bagdad a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne veut pas du groupe sur le sol irakien.

Les Nations Unies, avec l'Union Européenne, tentent de résoudre la question. Des roquettes ont été tirées juste une semaine après que les dernières troupes américaines se soient retirées d'Irak, près de neuf ans après l'invasion de 2003.

La branche politique de l'OMPI, le Conseil National de la Résistance d'Iran (CNRI), a attribué la responsabilité des tirs de roquettes à la Force Qods du Corps des gardiens de la révolution de l'Iran « et à ses agents », alors que Bagdad n'a pas déclaré qui était derrière les attaques. (...)

« Achraf n'est pas une question annexe », a affirmé le candidat démocrate Howard Dean à la présidentielle de 2004. « Nous avons donné notre parole de les protéger. Lorsque les États-Unis font une promesse, ils devraient la respecter ».



L'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Alain Vivien à la Tribune

# Déclarations internationales sur Achraf

*Hillary Clinton, Secrétaire d'Etat américaine, 25 décembre 2011*



Aujourd'hui, l'ONU et le gouvernement irakien ont signé un accord important sur le relogement temporaire et la réinstallation éventuelle des plus de 3000 habitants du camp d'Achraf en Irak. Nous félicitons le gouvernement irakien pour son travail avec le Représentant spécial des Nations Unies l'ambassadeur Martin Kobler, et nous nous félicitons de cette étape importante vers une résolution humaine de la situation actuelle à Achraf. Les efforts de l'ONU ont notre plein soutien.

La signature de ce protocole d'accord représente un progrès significatif sur cette question et ébauche les étapes nécessaires pour parvenir à une solution pacifique et viable pour les résidents d'Achraf, y compris leur relogement temporaire au camp Liberty, une ancienne base militaire américaine près de l'aéroport international de Bagdad. Dans ce nouvel emplacement, le Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) sera en mesure de mener la détermination du statut de réfugié des résidents d'Achraf - une première étape nécessaire pour la réinstallation dans des pays tiers.

Nous sommes encouragés par la volonté du gouvernement irakien de s'engager dans ce plan, et attendons qu'il remplisse toutes ses responsabilités, en particulier les éléments du protocole d'accord prévoyant la sûreté et la sécurité des résidents d'Achraf. Nous saluons l'accord du gouvernement irakien de permettre à l'Organisation des Nations Unies d'installer des observateurs dans ce nouvel emplacement de manière permanente et d'observer le déplacement d'Achraf vers ce nouvel emplacement. En outre, des officiels de l'ambassade américaine à Bagdad rendront des visites régulièrement et fréquemment. Nous saluons également la volonté du gouvernement irakien de retarder la fermeture définitive du camp d'Achraf pour donner à ce plan le temps d'être mis en œuvre. Pour réussir, cette réinstallation doit également avoir le plein appui des résidents du camp, et nous les exhortons à travailler avec l'ONU pour mettre en œuvre ce relogement. Tous ceux qui veulent voir les gens au camp d'Achraf en sécurité doivent travailler ensemble pour voir que le plan convenu est mis en œuvre.

*Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, 26 décembre 2011*



Le Secrétaire général se félicite de la signature le 25 décembre d'un protocole d'accord entre les Nations Unies et le gouvernement irakien pour le relogement volontaire des résidents du camp du Nouvel Irak (anciennement camp d'Achraf). Il estime que l'accord jette les fondations d'une solution pacifique et durable à la situation, en respectant à la fois la souveraineté de l'Irak et ses obligations humanitaires internationales et en matière de droits humains. Le protocole d'entente est le résultat d'intenses négociations entre son Représentant spécial pour l'Irak, Martin Kobler, et des représentants du gouvernement irakien. Les résidents du camp ont également été consultés.

Le Secrétaire général se félicite de la décision du gouvernement irakien de prolonger le délai de fermeture du camp afin de fournir davantage de temps et d'espace pour le relogement volontaire et pacifique des habitants. Comme indiqué dans le protocole d'accord, le gouvernement irakien a la responsabilité claire et exclusive d'assurer la sûreté et la sécurité des résidents. En même temps, les résidents du camp du Nouvel Irak ont à se conformer aux lois irakiennes. Il appelle toutes les parties concernées à continuer à faire preuve de flexibilité et de bonne foi, et à aller vers la mise en œuvre rapide du plan de réinstallation. Le Secrétaire général rappelle à tous les intéressés que toute violence ou tentative de solution par la force serait inacceptable. Le Secrétaire général réitère également son appel aux Etats membres d'accepter les résidents qui sont admissibles à un retour volontaire ou à la réinstallation dès que possible. Les Nations Unies ont été impliquées dans cette question d'un point de vue purement humanitaire et ont joué le rôle de facilitateur impartial. Sous la direction du Représentant spécial Martin Kobler, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés demeurent engagés à continuer de soutenir une solution pacifique et durable à la situation des résidents du camp.

*Catherine Ashton, Haute représentante de l'Union européenne, 26 décembre 2011*



Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission a fait aujourd'hui la déclaration suivante : « J'ai été ravie d'entendre que le gouvernement irakien et les Nations Unies ont signé hier soir un protocole d'accord énonçant les règles qui s'appliquent au transfert des résidents du camp d'Achraf vers un lieu de transit, afin que le HCR puisse procéder à la vérification de leur statut et faciliter leur rapatriement ou leur réinstallation. L'Union européenne soutient totalement cet accord et souhaite saluer la bonne volonté et l'esprit constructif montrés par toutes les parties impliquées.

J'aimerais rendre plus particulièrement hommage au Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU Martin Kobler pour ses efforts persévérants afin d'arriver à ce résultat prometteur. Je remercie également le gouvernement de l'Irak pour avoir montré la flexibilité nécessaire, y compris en tenant compte du timing. Nous comptons sur cela pour nous assurer que ce processus se fasse d'une manière régulière, en évitant toute violence ou coercition. La sécurité des résidents du camp est sous sa responsabilité et nous comptons sur cela pour décourager toute provocation contre eux à partir de maintenant.

J'espère que les résidents du camp d'Achraf seront prêts à respecter les termes de ce mémorandum et je les encourage ainsi que leurs dirigeants à entièrement coopérer dans sa mise en œuvre. Ils devraient être rassurés par les termes du protocole d'accord et l'engagement de la MANUI et des États-Unis à garantir une surveillance rigoureuse. Grâce à cela, la communauté internationale toute entière pourra suivre de près l'ensemble du processus et l'Union européenne entend apporter son soutien à cet arrangement dans son ensemble. Le HCR pourra bientôt procéder aux entretiens des résidents du camp d'Achraf et à la vérification de leur statut. Cela facilitera considérablement leur rapatriement vers leur pays d'origine pour ceux qui souhaitent le faire volontairement ainsi que la réinstallation des autres dans des pays tiers. L'Union Européenne est prête à aider le HCR pour l'accomplissement de cette tâche et continuera de suivre de très près la mise en œuvre de cet accord. »

*Antonio Guterres, Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, 26 décembre 2011*



Je veux exprimer ma profonde appréciation des efforts inlassables du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Irak, M. Martin Kobler, pour parvenir à un accord avec le gouvernement irakien concernant le processus de déplacement volontaire des résidents du camp du Nouvel Irak (ancien camp d'Achraf). Le HCR est pleinement engagé dans cette initiative et attend avec impatience le transfert volontaire et pacifique des demandeurs d'asile dans un site temporaire pour que le HCR puisse procéder immédiatement à la détermination de leur statut selon son mandat. Je souhaite saluer le gouvernement irakien pour avoir étendu le délai de fermeture du camp et pour avoir accepté de fournir les installations nécessaires avec la sécurité, afin que le processus de vérification et d'adjudication puisse être mené dans les temps et de manière appropriée. J'exhorte toutes les parties à coopérer de bonne foi pour assurer un processus pacifique et je réitère mon appel à la communauté internationale à contribuer à parvenir à des solutions durables pour ceux qui sont reconnus comme réfugiés en leur offrant des lieux pour leur réinstallation.